

Le « non » d'Oskar Lafontaine **L'Humanité, 26 avril 2005**

Oskar Lafontaine, vous habitez la Sarre, à quelques encablures du territoire français. Comment vous détermineriez-vous si, transporté par hypothèse quelques kilomètres plus loin, vous aviez à vous déterminer par oui ou par non sur la constitution européenne ?

Oskar Lafontaine. Ce serait pour moi une décision difficile à prendre parce que je suis un européen convaincu. Mais je pense depuis longtemps que l'Union européenne s'est engagé dans une mauvaise voie. Même si, entre-temps, une erreur d'orientation a pu être corrigée avec la réforme du pacte de stabilité, les règles de fonctionnement de la Banque centrale européenne (BCE) n'ont pas été touchées. Elles sont dévouées uniquement à la stabilité des prix ce qui constitue un défaut de fabrication fondamental. La BCE devrait aussi avoir l'obligation de soutenir la création d'emplois comme la banque centrale des États-Unis. Tant que ces règles de base de la BCE ne seront pas changées, la situation de l'économie européenne continuera de se dégrader par rapport à celle d'autres régions du monde. Enfin il y a l'orientation néolibérale de la Commission. Celle-ci apparaît maintenant très clairement à travers les mesures de libéralisation des services. En Allemagne des emplois de travailleurs qualifiés sont ainsi supprimés et remplacés par des jobs bon marché attribués à des salariés venus de l'est de l'Europe. Cela ne peut plus durer. C'est pourquoi il faut une révision fondamentale de la politique européenne.

Enfin, l'Europe des vingt-cinq est devenue trop grande à mes yeux. Depuis longtemps je m'implique en faveur d'une fédération franco-allemande, d'une construction à partir d'un noyau dur européen qui puisse fonctionner sur la base d'une autre politique économique et sociale. Pour toutes ces raisons je me prononcerais, si j'avais l'occasion de voter lors d'un référendum tel qu'aujourd'hui en France, pour le « non ».

En d'autres termes, votre « non » serait donc un moyen de remettre sur les rails une construction européenne qui se fourvoie ?

Oskar Lafontaine. Un « non » simple ne suffit pas. Je serais tout à fait hostile à un « non » qui signifierait : nous sommes « contre l'Europe ». Le « non » doit être adossé sur un concept alternatif. Je vous en ai énuméré les points les plus importants : une véritable réforme du pacte de stabilité, d'autres règles de fonctionnement de la BCE et une remise en questions des orientations néolibérales de la Commission. Il faudrait aussi aller au-devant des revendications en faveur d'un gouvernement économique de l'Union.

D'aucuns avancent que la non-ratification de la constitution signifierait le chaos ?

Oskar Lafontaine. Au contraire dans les conditions que j'évoquais à l'instant un « non » peut être le moyen d'imposer une pause, une respiration salutaire afin que la politique européenne puisse rebondir en prenant une tout autre direction.

N'êtes-vous pas frustré de ne pas pouvoir participer à un tel débat dans votre pays où il n'y aura pas de référendum ?

Oskar Lafontaine. En tant qu'Allemand je regrette effectivement que les décisions européennes, y compris celles que j'éprouve comme correctes, aient toujours été prises sans que le peuple ne soit consulté ou associé. C'est-à-dire de façon non démocratique. Cela ne peut plus durer ainsi. C'est pourquoi aussi je ne vois que des conséquences bénéfiques à ce que maintenant le peu-ple français s'exprime, c'est un processus qui ne peut qu'avoir des incidences démocratiques sur

la manière d'envisager la construction européenne.

Faites-vous un lien entre les orientations de base néolibérales de l'Europe et les réformes sociales du gouvernement Schröder ?

Oskar Lafontaine. Les orientations européennes qui visent à la libéralisation des services contredisent une politique économique et sociale qu'un social-démocrate de gauche, quel que soit le pays où il habite, ne peut tenir que pour erronées. Les décisions prises en Allemagne ne sont cependant pas toutes obligatoirement liées à des lignes directrices européennes. Elles correspondent à un air du

temps néolibéral qui s'est répandu depuis les États-Unis et qui influence hélas aussi très fortement les gouvernements et les grands partis européens.

Tenez-vous pour responsable de la très faible croissance allemande la politique économique et sociale de Gerhard Schröder ?

Oskar Lafontaine. Bien sûr. Car lorsque les taux de croissance sont faibles, c'est que la politique économique et sociale est erronée. Le pacte de stabilité, la BCE, sa politique monétaire et du crédit contribuent certes à l'étouffement de la croissance, mais l'Allemagne elle-même affiche depuis des années une politique salariale bien trop restrictive. Cette évolution a même conduit à une sorte de bizarrerie germanique : l'Allemagne reste championne du monde des exportations mais elle est en bas du tableau parmi les grands pays industrialisés pour les résultats de son économie intérieure. Or c'est cette activité interne trop faible qui constitue un facteur déterminant dans la montée du chômage à laquelle nous assistons aujourd'hui. La demande intérieure est plombée par l'évolution du pouvoir d'achat, avec des salaires qui stagnent ou baissent.

Quelle est votre attitude à l'égard du nouveau parti de gauche WASG (1) qui fera ses débuts le 22 mai lors d'une importante élection régionale en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ? Quelles sont ses chances ?

Oskar Lafontaine. Étant donné que cette formation, constituée pour beaucoup d'anciens membres du parti social-démocrate (SPD), avance un programme social-démocrate classique, j'estime que sa politique est correcte. Elle a cependant le handicap de la nouveauté, car ses positions et ses dirigeants restent, pour l'heure, peu connus. Il faut remarquer cependant que le SPD qui a pratiqué, pendant six ans après mon retrait de la direction, une politique néolibérale utilise, dans ce scrutin, un ton très critique à l'égard du capitalisme financier. Cette campagne n'a pas été suivie, pour l'instant, d'un changement de politique réel de Berlin, il faut donc attendre pour voir quelles en seront, à terme, les incidences concrètes s'il y en a. Mais une chose est certaine : l'irruption du WASG dans le paysage politique a sa part dans ce changement d'attitude et dans le fait qu'un débat ait même pu avoir lieu au Bundestag sur les développements néfastes du capitalisme financier.

On vous prête l'intention d'adhérer à ce parti. Est-ce vrai ?

Oskar Lafontaine. Je n'ai pas encore pris la décision de quitter le SPD, auquel j'appartiens depuis quarante ans. Je le ferai si ma revendication portant sur le retrait de la loi Harz 4 réformant le marché du travail n'est pas entendue. Avec d'autres je viens de lancer une pétition pour l'abrogation de ce texte qui conduit à supprimer des aides aux chômeurs de longue durée. Les nouvelles dispositions légales organisent en fait une véritable spoliation des salariés. Je voudrais l'exprimer en chiffres de façon à ce que les lecteurs français comprennent bien de quoi il s'agit : un salarié allemand de plus de cinquante ans a payé en moyenne dans sa carrière 60 000 euros aux caisses d'assurance chômage. S'il devient chômeur, il n'obtient plus en retour aujourd'hui après la réforme que 10 000 euros de prestations.

Si vous n'obteniez pas satisfaction cela signifierait-il que vous immigreriez vers un autre parti de gauche ?

Oskar Lafontaine. Cela signifie que je quitterai le SPD. Sur ce que je ferai par la suite je ne me suis pas encore décidé.

Entretien réalisé par Bruno Odent